



Communiqué de presse

Soutien au Service Public : c'est maintenant que le gouvernement doit traduire ses intentions en actes !

Quelques jours après la promulgation de la loi de modernisation du système de santé, qui affiche la volonté de consolider le service public hospitalier, la communauté hospitalière est inquiète, à la veille des arbitrages tarifaires et budgétaires du gouvernement.

La publication prochaine des tarifs 2016 sera un moment de vérité quant à la volonté des pouvoirs publics de soutenir les établissements publics. Dans un contexte financier extrêmement contraint, avec un ONDAM historiquement bas, les établissements publics sont soumis à des efforts de gestion sans précédent. Partout sur le territoire, les établissements publics sont engagés dans un mouvement sans précédent de modernisation et réorganisation de l'offre de soins, à travers notamment les Groupements Hospitaliers de Territoire, afin d'allier efficience et amélioration de l'accès aux soins.

À l'occasion de la campagne tarifaire 2016, la communauté hospitalière attend un signal clair du gouvernement. Les décisions qui vont être prises doivent non seulement soutenir les tarifs des activités publiques, mais aussi mettre fin à la politique mortifère conduite ces dernières années de baisse des MIGAC, de baisse des dotations des établissements psychiatriques, des USLD, SSR et ex-hôpitaux locaux. Un nouveau coup de rabot serait en effet très rude pour l'offre de soins publique, pourtant essentielle aux besoins de la population.

Le soutien aux établissements médico-sociaux est également capital, tant les besoins de prise en charge vont croissants. Le prendre soin de nos aînés et des personnes en situation de handicap doit être au cœur de notre pacte social. Les précédents exercices financiers ont été rudes pour ces établissements et la campagne 2016 doit se traduire par des signes clairs pour ce secteur.

La fin des avantages indus concédés au secteur commercial (CICE, pacte de confiance, financement du SSR) ainsi qu'une tarification davantage basée sur la pertinence des soins permettront sans conteste au gouvernement de trouver les ressources suffisantes pour soutenir les activités publiques qui rendent réellement service aux français.

Les établissements publics ont, particulièrement ces dernières semaines, démontré leur savoir faire et été au rendez-vous de moments tragiques qu'a connus la France. Ils ont démontré leur rôle incomparable dans le paysage et prouvé, à ceux qui en doutaient encore, leur raison d'être. Après le temps des hommages unanimes, les hospitaliers attendent à présent de leurs responsables politiques une traduction concrète de leur soutien au service public de santé.